

La qualité de vie sociale et économique est une priorité !

Madame, monsieur,

Vous êtes appelés à voter les 20 et 27 juin pour des élections départementales. Une élection comme celle-ci, n'est pas anodine, elle est garante d'une véritable proximité avec les citoyens !

Dans cette période particulière de crise sanitaire liée à la covid19, nous devons tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes et aux besoins de la population et notamment des plus précaires. Eviter que cela ne devienne une nouvelle crise économique et encore plus une crise sociale.

Cette élection en devient une réalité incontournable et chaque citoyen doit s'en saisir car la démocratie ne doit pas devenir l'antichambre de l'abstention qui laisserait un boulevard ouvert, une fois de plus, aux politiques droitières et capitalistes.

Nous donner la possibilité de gérer le Département permettra d'assurer un avenir serein et du bien vivre ensemble.

Appliquer des politiques qui ne détruisent pas les services publics, qui ne suppriment pas les emplois au profit des dividendes et qui n'aggravent pas les reculs sociaux dans tous les domaines de la société, de la petite enfance aux personnes âgées.

Candidats pour ce scrutin, nous avons œuvré à rassembler les forces de gauche, dans le respect de chaque entité, pour que cette pluralité soit un atout.

Force est de constater que l'idée de ce processus unitaire et démocratique devra se nourrir de l'intervention particulière de tous pour une réalité gagnante à gauche.

Les combats de la classe ouvrière sur les retraites ou le chômage, surtout dans la période actuelle et les mois à venir, les demandes de juste répartition des richesses par les gilets jaunes, les divers comités de défense en tout genre comme les collectifs anti-Linky sur l'énergie, ou le CLAC (Collectif de Libération des Activités Culturelles en Entre deux Mers) qui défend la culture en tout genre avec la réouverture des lieux artistiques, doivent trouver un prolongement avec des élus qui porteront leurs revendications dans les instances politiques et pour notre part au conseil départemental.



**DOMINIQUE
BARBE**

**ALAIN
THOMAS**

**MICHELE
MAT**

**NOËL
FLORENTIN**

**Dès les 20 et 27
juin prochain,
exprimez votre
choix de société,
vos exigences
sur des réponses
concrètes aux
besoins de
chacune et chacun
dans le respect de
toutes et tous.**

**ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 2021
CANTON DE CRÉON**



Il est indispensable que la gauche conserve la majorité de l'assemblée départementale pour s'engager résolument sur les problématiques de mobilité, par la gratuité des transports et le développement des services de proximité préservés au cœur des services publics.

La transition écologique sera au centre des politiques menées tel le ramassage et le traitement des ordures ménagères, l'adduction de l'eau et l'assainissement, ainsi que leur coût avec une équité dans les charges des foyers en fonction des ressources de chacun.

La crise sanitaire a dévoilé les défaillances des services de santé dans leur globalité dues essentiellement aux manques de moyens, nous œuvrerons à la création de centres de santé publique sur l'ensemble du territoire.

Dans le canton de CREON, un 3^e collège va enfin voir le jour, une grande satisfaction pour les élus communistes qui ont travaillé sans cesse durant des années pour l'accès à l'éducation pour tous sur le territoire.

Sur la prochaine mandature, l'accent sera porté sur la création d'une piscine couverte sur le canton.

Un avenir meilleur est possible ! Votre choix de vote est crucial si vous voulez voir avancer et aboutir ces projets.

Ensemble nous serons plus fort !

À votre disposition, le bulletin de vote des candidats dont deux personnes sur les quatre sont issues de la société civile et soutenues par le Parti communiste français.

Vous pouvez compter sur nous, on compte sur vous.



Dominique Barbe



Alain Thomas



Réinscrire la clause de compétence générale pour les départements.

C'est une condition de la réactivité du département aux besoins des habitant-e-s. La politique gouvernementale d'austérité, la crise sociale et économique ont mis en danger les finances des départements. Les dotations de l'État aux collectivités territoriales ont été réduites de manière drastique entre 2014 et 2019 (- 12,5 milliards d'euros).

L'augmentation des moyens des départements pour des politiques de proximité ambitieuses.

Nous demandons que l'État rembourse ses dettes et les surcoûts liés à la pandémie auprès des départements et augmente leurs moyens via l'augmentation des dotations. Le niveau de rémunération, le statut et l'amélioration des conditions de travail des personnels départementaux sont pour les communistes essentiels à la qualité de ces politiques.

Pour une réelle transformation, nous avons besoin d'une gauche rassemblée dans le respect de ses composantes et c'est à vous, tant dans les luttes que dans les urnes, de vous exprimer.

Faites-le, dès les 20 et 27 juin prochain. Exprimez votre choix de société, vos exigences sur des réponses concrètes aux besoins de chacune et chacun dans le respect de toutes et tous.